

# LA TRANSYLVANIE

Organe du comité national

des Roumains de Transylvanie et de Bucovine

---

## Le Reichstag et le traité de Bucarest

---

Les échos qui nous parviennent de Roumanie sont, en ce moment, des plus pénibles et des plus humiliants. Le message que M. Marghiloman vient d'imposer à l'infortuné roi Ferdinand nous accable et nous humilie. Parler d'une « amitié comme par le passé » avec les hommes qui ont imposé à la Roumanie des conditions comme celles que toute la presse vient de souligner avec horreur, c'est préférer un mensonge inutile. Les Allemands eux-mêmes ne s'y tromperont pas. Ni le roi des Roumains ni le peuple roumain ne peuvent et ne pourront jamais éprouver de l'amitié pour ceux qui nous arrachent 26.000 km<sup>2</sup> et 800.000 frères libres, pour les offrir en esclavage aux pires ennemis de notre race, Bulgares et Magyars. Jamais le peuple roumain ne pourra oublier ni pardonner l'avidité et le cynisme avec lesquels ils lui imposent de reconnaître comme paix *sans annexions* le traité qui nous prend l'accès à la mer et toute une province, qui nous vole le Danube, les Carpathes avec toutes nos belles forêts de sapins séculaires, trésor inestimable de nos montagnes, et comme paix *sans indemnité* ce même traité qui nous prend céréales et pétrole, les seules richesses essentielles du pays.

Comment pourrions-nous jamais perdre le souvenir cuisant de ce fait que les Allemands imposent à tout le peuple roumain les travaux forcés, entre 16 et 60 ans, avec la peine de mort en cas de refus. Qui parmi nous pourra oublier que les Allemands, en nous offrant « une paix d'amitié » « sans indemnité et sans annexions » ne se contentent pas de nous prendre les céréales — production principale de notre sol — mais nous prennent aussi le sol même, de vastes domaines attribués à une société allemande, à titre de baux à longue échéance, pour accaparer ainsi nos céréales dans l'avenir le plus lointain possible ?

Nous sentons trop le faux inqualifiable, le mensonge flagrant que M. Marghiloman impose au peuple roumain, à son roi et à ses armées. Nous repoussons avec horreur ce mensonge. Nous protestons avec toute notre énergie contre cette humiliation.

Mais, malgré le discours empreint de douloureuse résignation que le roi Ferdinand consentit à lire devant le Parlement de M. Marghiloman,

sans avoir pu s'empêcher d'y laisser transparaître des sentiments dignes et amers, qui ne venaient pas du président du Conseil, les Allemands n'en sont cependant pas contents. Ils sentent si bien le caractère de monstrueuse iniquité du traité qu'ils ont imposé à la Roumanie, que la résignation du peuple roumain et de son roi ne suffit pas pour les rassurer. Telle est l'impression qui se dégage de la presse allemande et surtout du discours de M. von Kühlmann et des députés qui ont parlé, dans le Reichstag, sur la « paix » roumaine.

Les termes dans lesquels s'exprime M. de Kühlmann sont à ce point de vue, très caractéristiques et significatifs. Il croit en effet que, en ce qui concerne la Roumanie, l'Allemagne peut « regarder l'avenir d'une façon pas trop défavorable ». Oui, pas trop défavorable. Et la preuve en est dans les 6 divisions allemandes laissées dans les territoires occupés. L'habileté vraiment germanique de M. von Kühlmann consiste à affirmer que « la grande majorité du peuple roumain a été poussé à la guerre contre son gré, par une petite bande de politiciens et d'hommes d'affaire égoïstes. » S'il en était réellement ainsi, la grande majorité du peuple, à la suite des malheurs et des désastres que la guerre a déchaînés sur le pays, n'aurait rien de plus pressé à faire que de lyncher cette petite bande « d'esprits légers et criminels » et de recevoir à bras ouverts les Allemands, comme de véritables sauveurs. Le besoin ne se ferait pas sentir de laisser 6 divisions allemandes en Roumanie, quand elles sont si nécessaires ailleurs. Et, dans ce cas, l'avenir des Allemands en Roumanie paraîtrait au chef de la Wilhelmstrasse autre que « pas trop défavorable. »

Mais, où la finesse de logique du ministre boche se surpasse, c'est lorsqu'il impose au gouvernement de M. Marghiloman de poursuivre les auteurs responsables de l'intervention roumaine — en faisant dépendre l'attitude de l'Allemagne envers la Roumanie de la façon dont le châtement national sera appliqué à ces auteurs responsables — tout en affirmant que ce châtement sera issu de la libre décision du peuple roumain. Et cette fine fleur de l'habileté teutonique qu'est M. von Kühlmann insiste et souligne que cette décision aura lieu « sans aucune pression extérieure... car cela seul donnera à cette punition nationale sa vraie valeur. » Cependant l'Allemagne saura se comporter envers la Roumanie selon la façon dont sera appliqué ce châtement national. Cette colossale rouerie est, en effet digne du meilleur élève de Bismarck et elle vaut bien cet autre chef-d'œuvre de finesse et d'adresse du ministre allemand, imposant à la Roumanie de reconnaître la paix octroyée pour une paix « sans annexions et sans indemnité. » C'est dans ces lugubres plaisanteries qu'excelle son Excellence germanique. Quelle distance de Bismarck à M. von Kühlmann !

Il n'y a pas de doute que la terrible menace de M. von Kühlmann concerne M. Brătianu et ses partisans. Il est certain que les amis de l'Entente en Roumanie passent un mauvais quart d'heure. M. Marghiloman se serait-il engagé à faire jouer la libre décision du peuple pour poursuivre M. Brătianu et lui infliger un châtement national... sans aucun essai de pression extérieure ? Ceux qui connaissent M. Marghiloman le croient capable de tout. Mais, dans ce cas, ne serait-il pas dans l'intérêt de l'Entente, comme

dans celui du peuple roumain, d'exercer une certaine *petite pression extérieure* sur M. Marghiloman et de lui rappeler qu'il se peut bien qu'il ait, lui des comptes à rendre, un jour prochain, devant le peuple, autrement libre qu'en ce moment? Peut-être, à la réflexion, reculerait-il devant l'acte odieux qu'on lui impose.

Nous nous permettons, en toute humilité, de poser cette question à ceux qui sont, dans les pays de l'Entente, les amis des Roumains qui sont, là-bas, les amis de l'Entente...

---

## Le patronage intellectuel de la France <sup>(1)</sup>

---

Quoique les lignes qui vont suivre parleront surtout de la France et de l'Allemagne, elles pourront être utiles, nous l'espérons, à l'élite intellectuelle des pays latins en général, et par conséquent de la Roumanie. Il est en effet, dans le monde latin, des pays qui ont besoin du patronage intellectuel de l'étranger, soit parce qu'ils sont encore trop nouveaux, comme les Etats de l'Amérique du centre et du sud, soit parce qu'ils sont trop petits, comme le Portugal et la Roumanie. Au surplus, aucune nation ne peut se flatter de pouvoir se passer complètement des autres, mais le phénomène est évidemment plus accusé lorsqu'il s'agit de contrées du genre de celles que nous venons de citer.

Il en résulte que, de ces pays, partent chaque année un certain nombre d'étudiants vers des centres intellectuels renommés de l'étranger, dont le but est de parfaire leur éducation intellectuelle. Or, ces jeunes gens, avides de savoir, se dirigent moins qu'autrefois vers la France et davantage vers l'Allemagne. Nous parlons, bien entendu, du nombre relatif, qui est celui qui compte.

Sans doute, l'Allemagne n'a pas réussi, tant s'en faut, à réaliser l'œuvre de domination qu'elle rêvait dans l'ordre intellectuel aussi bien que dans les autres. Il n'en est pas moins vrai qu'elle était parvenue peu à peu à exercer dans ce domaine un prestige trop grand, à notre avis, et capable par conséquent d'entraîner certains inconvénients chez ceux qui se sont laissés attirer par ce mirage.

Mais même si nous nous trompons, il y a un grand danger à la suprématie germanique. Ce danger on ne le connaît que trop à l'heure actuelle. Il est le résultat de ce fait que la science allemande n'était plus désintéressée depuis la main-mise de la Prusse sur l'Empire. Elle a dû se faire le porte-parole du pangermanisme, et ce résultat a été obtenu à l'aide de procédés que nous avons décrits ailleurs (2), et qui consistent en une pression abusive de l'esprit de corps dans les associations d'étudiants d'abord, dans les con-

---

(1) Cet article a été écrit pour *La Revue de Roumanie*, et a été offert par M.C.-D. Mavrodin.

(2) *La formation sociale du Prussien moderne*, Colin 1916.

seils de professeurs ensuite, et aussi dans les méthodes de recrutement et de sélection.

Trop souvent l'exposé d'un concours consiste à énumérer tout ce que les Allemands ont écrit ou inventé sur le sujet, en laissant le plus possible dans l'ombre ce que les autres ont fait. La chimie est ainsi devenue une science presque entièrement créée par les savants d'outre-Rhin et cela malgré les Lavoisier, les Berthollet, les Pasteur, les Berthelot, les Priestley, les Cavendish, les Dalton et tant d'autres. C'est là l'une des annexions les plus notables de la science germanique, mais les autres sont à l'avenant.

Il en résulte que l'étudiant étranger retourne dans son pays avec l'idée que l'Allemagne occupe le premier rang dans le monde intellectuel, et il devient un propagateur inconscient de l'influence tudesque.

Tout, à peu près, a été dit sur ce sujet depuis la guerre et nous n'y insisterons pas davantage, si ce n'est pour rechercher les causes et les remèdes à cette situation.

Les causes ! Il y a un grand danger à les méconnaître et à ne pas vouloir les voir ! Il y a un grand danger pour l'avenir du prestige français à les chercher là où elles ne sont pas, simplement pour contenter notre orgueil, nos rancunes ou notre paresse. Ce n'est pas un remède que de se contenter de s'admirer soi-même, de dénigrer les autres ou d'essayer de s'en tirer par une pirouette. Il est aussi facile que dangereux d'attribuer aux victoires de 1870 tout l'honneur de l'expansion de l'Allemagne moderne dans le monde de l'esprit, aussi bien du reste que dans le monde de l'industrie et du commerce. S'il en était ainsi, on pourrait en déduire que cette expansion va être tuée par la défaite militaire des empires centraux, et qu'en conséquence il suffit de se croiser les bras et d'attendre l'établissement du règne de la culture latine qui doit se faire *de plano*, sans efforts.

Certes, il n'est pas complètement indifférent, pour le rayonnement des arts et des sciences, d'être une nation vaincue ou victorieuse, mais ce n'est là qu'un facteur adjutant. La vérité est que la victoire est un moment propice, un événement favorable dont il faut savoir profiter. C'est un filon, mais un filon qui se tarit vite, s'il n'est pas exploité.

Il est aussi trop facile et trop injuste d'accuser de trahison les étudiants des pays latins qui se dirigent vers les écoles germaniques, et de naïveté ceux des pays neutres qui en font autant. Il vaut mieux se demander s'ils ne trouvent pas là des avantages qu'ils n'ont pas ailleurs.

Sans doute, ces avantages sont contrebalancés par les effets néfastes de la propagande pro-germaine dont nous avons parlé plus haut, mais bien des gens ne s'en rendaient pas compte avant la grande crise actuelle.

En outre, si vous attirez les jeunes gens en France sans leur offrir l'équivalent de ce qu'ils trouvaient en Allemagne, il y aura quand même difficulté à certains égards.

Or, il n'y a pas de doute que l'on aime mieux venir à Paris qu'à aller à Berlin. La France est plus accueillante que la Prusse, et l'on ne s'expose pas à y être traité d'« étranger encombrant » par un rustre pédant qui confond la grossièreté avec la solidité.

La vérité pour nous est que les écoles d'outre-Rhin offrent des éléments d'utilité qui n'existent pas ailleurs au même degré.

Et ici encore que l'on n'essaie pas de se sauver la face en décrétant que la supériorité des Allemands ne se fait sentir que dans les régions basses du monde spirituel, quelque vraie que puisse être cette constatation. Toute la vie n'est pas au sommet, et l'enseignement n'est pas fait pour le seul usage des hommes de génie.

Vous déplorez la baisse de l'influence française dans le monde, mais a-t-on fait tout ce qu'il fallait pour la maintenir. Ne peut-on pas s'étonner au contraire qu'elle soit encore aussi puissante ?

Je le répète, mieux vaut envisager la question en face et s'organiser en conséquence. Seuls périssent les peuples qui se drapent dans leur orgueil. On a beaucoup parlé du problème de l'après-guerre. D'une façon générale, on s'est bien rendu compte qu'il y aurait un gros effort à faire au point de vue industriel et commercial, quoique l'on n'ait pas toujours réussi à bien poser le problème. Au moins a-t-on compris qu'il ne suffirait pas de rester inactif dans ce domaine.

Eh bien ! Il en est de même en ce qui concerne le domaine intellectuel, avec cette différence que les succès y seront plus faciles, le français ayant à sa disposition plus d'esprit que de houille et de main d'œuvre. Il faut du reste nous limiter, et dans le présent article, nous devons nous en tenir à ce que l'on pourrait appeler la lutte pour le patronage intellectuel, lutte toute pacifique celle-là où la France a jadis cueilli tant de lauriers. Tournois sublime qu'il serait désastreux pour l'humanité de lui voir abandonner sous le vain prétexte que les gentilshommes ne luttent qu'entre eux.

Après une grande secousse comme celle qui nous agite en ce moment, les attitudes extrêmes sont à craindre et aussi néfastes l'une que l'autre, si opposées qu'elles soient entre elles. Il ne faut ni dédaigner l'ennemi abattu ni copier servilement celui que l'on a eu tant de peine à abattre. Ni dédain, ni copie, mais des organismes appropriés à la lutte.

Or, pour en revenir au sujet spécial qui nous préoccupe en ce moment, celui du patronage intellectuel, la première chose à savoir serait évidemment de connaître les motifs qui attirent les étudiants latins dans les écoles germaniques. Une enquête pourrait être entreprise auprès des intellectuels et des anciens étudiants — latins en général, roumains en particulier — ayant séjourné dans une université ou une école allemande. Il s'agirait de savoir ce qui les y attirent et aussi les utilités qu'ils y en ont retiré. Il me semble que « *La Transylvanie* » serait très bien placée pour mener une enquête de ce genre de par les attaches qu'elle a avec la Roumanie, la France et les pays latins en général.

En attendant qu'il me soit permis de jeter quelques clartés sur la question. Je n'ai jamais eu ni l'honneur ni l'envie d'écouter la docte parole d'un *Herr Professor* parlant du haut de la chaire, mais j'ai eu le bonheur peu de temps avant la guerre, d'étudier, au point de vue social les milieux français, anglais et allemands, vrais milieux caractéristiques du monde moderne, et qui, à cause des contrastes frappants par lesquels ils s'opposent permettent des comparaisons les plus suggestives. Or, le milieu social n'est pas une pure

résultante du climat, ni de cette entité mystérieuse qui forme la race. Certes, le climat agit, mais à côté de combien d'autres causes ? Certes, la race n'est pas un mythe, mais elle n'est que le résultat de qualités acquises et par conséquent susceptible de varier au moins en envisageant les générations anthropologiques. Or, de même que la race, au point de vue anthropologique peut être modifiée peu à peu par des changements dans le régime alimentaire ou dans les occupations et les exercices physiques auxquels se livrent les sujets non encore formés, les soins qu'ils reçoivent, de même le milieu social peut être modifié lentement par les méthodes d'éducation.

C'est dire que dans nos enquêtes nous avons été amenés à creuser ce problème de l'éducation, dans la famille, dans l'atelier et ailleurs, et aussi à l'école. C'est ainsi que s'est posé à nous, sans le vouloir le problème sur lequel nous attirons aujourd'hui l'attention du lecteur

PAUL DESCAMPS.

(à suivre).

---

## En causant avec le général Iliesco<sup>(1)</sup>

---

### L'effort militaire de la Roumanie, de janvier 1914 à août 1916

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Au moment où l'on approche du quart d'heure de Nogi, il serait fort intéressant de rappeler l'effort de la malheureuse armée roumaine, dans le sacrifice d'une guerre mondiale, pour la victoire de la Justice. Nous nous sommes ainsi adressé au général Iliesco, ancien plénipotentiaire militaire et chef de notre mission auprès du G. Q. G. français qui, à la veille de notre entrée en lice, remplissait à Bucarest la haute fonction de secrétaire général du Ministère de la Guerre, soit de quasi-ministre de l'Armement, organisa l'armée roumaine en moins de deux ans, par un travail des plus gigantesques.

Et en effet, les idées maîtresses qui frapperont à coup sûr l'historien de demain, dans cette préparation foudroyante de notre force armée, seront : 1° *L'impérieuse nécessité de doubler le nombre de nos baïonnettes.* La puissance militaire de la Roumanie devant être à la hauteur de sa puissance économique et de son prestige moral acquis dans le concert balkanique, ainsi que de pouvoir correspondre aux graves événements qu'elle était appelée à traverser. 2° *L'impossibilité presque totale de continuer l'approvisionnement à l'étranger, en matériel de guerre.* L'Europe était en flammes, la Maison Krupp, dont nous étions les tributaires, cessa nettement les envois, et la Russie ne se suffisait pas pour elle-même. 3° *D'où force pour nous, dans cette situation de « vase clos », de demander tout cela à notre propre royaume, c'est-à-dire à un pays jeune et par excellence agricole, manquant totalement d'industrie et de main-d'œuvre spécialisée.*

---

(1) D'après la *France militaire*, l'*Humanité Indochinoise* et la *Revue de la Presse*.

Mais laissons plutôt la parole à l'ancien commandant du grand Etat-Major de Bucarest, le général Iliesco. Au milieu des piles de livres de son appartement de l'hôtel Edouard VII, — véritable laboratoire intellectuel — et avec l'affabilité charmante dont il garde si jalousement le secret, le général commença d'une voix qui résonne bien et qui vous conquiert :

### Le roi Carol et son armée

— Pour pouvoir vous donner une idée exacte de l'effort que nous avons dû faire pour la préparation de l'armée roumaine, remontons au temps du roi Carol. Sa pensée, en tant qu'allié des Centraux, était d'avoir une petite armée ne dépassant guère les 200.000 combattants. Nous possédions ainsi une armée nationale très réduite, dans une Europe entièrement militarisée. Ce ne fut qu'après la campagne de Bulgarie, en 1913, que nous constatâmes le manque de matériel et d'effectifs. Nous avons dû commencer dès le printemps de 1914 à tirer des ressources de notre propre pays, tout ce qu'on pouvait avoir, d'abord en hommes, ensuite en matières premières, enfin en approvisionnements alimentaires et en moyens de fabrication en temps de guerre. Du mois de janvier 1914 jusqu'au mois de septembre de la même année, on a dressé et on a commencé la réalisation de ces trois plans : des effectifs, de l'équipement et des approvisionnements en vivres.

— Comment avez-vous pu, mon général, surmonter la difficulté provenant de l'impossibilité de vous approvisionner chez les deux groupes de belligérants.

— En ce qui concerne les approvisionnements en matériel de guerre et en munitions, le rendement de nos arsenaux de pyrotechnie et de nos poudreries militaires était, en effet, bien au-dessous de nos besoins, par le fait que nous étions à la merci de l'étranger et spécialement des maisons allemandes. On a donc dû commencer d'urgence l'agrandissement de ces établissements de l'artillerie, quoique les matières premières fussent assez rares en Roumanie.

— Connaissant la haute confiance et l'amitié, que notre roi Ferdinand manifeste pour vous, qui êtes son premier collaborateur, nous serions très heureux, mon général, si vous nous entreteniez sur la prodigieuse activité militaire de Sa Majesté, pendant cette écrasante période.

### L'avènement du roi Ferdinand

— A partir du mois d'octobre 1914, poursuit d'une voix émue notre illustre interlocuteur, avec l'avènement du roi Ferdinand au trône, la réalisation des plans mentionnés plus haut sera poussée avec une fébrile activité. Notre grand roi aimant l'armée et ayant contribué, comme commandant de corps d'armée et inspecteur général de l'armée roumaine, à comprendre ses besoins dans les moindres détails, mettra toute son influence pour aider à l'augmentation de l'effectif mobilisable, des cadres en officiers et sous-officiers, et surtout à l'instruction des réserves, par l'appel pour des périodes rapprochées d'entraînements, des combattants et des services.

) Par ces moyens, on est arrivé au point de vue des effectifs, à doubler le nombre des combattants de toutes armes, à tripler le nombre des of-

ficiers, surtout de réserve, et cela dans la courte période de deux ans à peine.

— Vous avez dû sûrement vous heurter, mon général, à de grosses difficultés, pour équiper et approvisionner une pareille armée d'un million de soldats ?

— Certainement oui ! Une fois de plus nous avons dû chercher ou créer de toutes pièces, le nécessaire à l'intérieur du pays. Et les événements qui se précipitaient à nos frontières, ne nous en laissèrent même pas le temps. D'abord, en matière d'équipement : la campagne de 1913 nous trouva avec les magasins de mobilisation presque vides. Une année après, tous nos voisins se mettent en guerre ; nos frontières sont fermées par ce fait, et nous voilà obligés d'employer pour la confection de ces équipements, uniquement les matières premières trouvées chez nous.

» Mais on ne recula pas devant l'obstacle. On se mit vite à l'œuvre. Les draps des quelques fabriques de Roumanie n'étant pas suffisants, on fit appel à la fabrication paysanne. On réintroduisit pour la chaussure, l'*opinca* (sandale paysanne en cuir) : on augmenta du coup les tanneries et les fabriques de chaussures. Et nous fîmes la même chose pour les vivres. A Slatina, à Bucarest, à Focshani et à Marasheshti on créa à la hâte de grands dépôts régionaux et pour toutes sortes d'approvisionnements : en céréales, farines, biscuits, fourrages, etc., ainsi que les machines nécessaires pour leur transformation en aliments.

» Quant au matériel de guerre, il ne fut pas non plus négligé. On procéda de suite à l'arrangement des canons des forts de Bucarest et de la grande région fortifiée : Focshani, Namoloasa, Galatz. Ils furent enlevés de leurs tourelles et coupoles fixes pour être mis sur des affûts improvisés, construits d'ailleurs, avec des plaques de tôle et d'acier de fortune, qu'on put trouver en Roumanie. N'oublions pas de passer également en revue, continue le général, les grands efforts faits, pour la fabrication des projectiles et des poudres. On se trouva ici en présence du même manque de matières premières et de main-d'œuvre spécialisée.

Après ce rapide et si intéressant coup d'œil de notre préparation militaire, notre grand chef s'arrête un moment comme pour revivre un instant de plus, dans son forum intérieur de souvenirs. Puis, il reprend sa pensée, appuyant lentement sur chaque phrase et sur chaque mot, comme pour mieux les mettre en relief :

— Si donc, on compare l'état d'organisation de ces deux armées roumaines, celle du commencement de l'année de 1914, avec celle d'août 1916 (date de notre entrée en guerre), on doit nettement conclure en faveur de la seconde, à un doublement des effectifs combattants, à la création nouvelle de services non existants en 1913 : en approvisionnements, équipements, vivres et munitions, et, en employant *seulement* les ressources du pays. En un mot, élever notre armée en 20 mois, de 200.000 à un million de soldats.

« Et cette conclusion doit nous montrer également et d'une éclatante manière, la pensée intime et directrice du gouvernement de Bucarest, qui a persévéré dans un travail d'organisation intensif, continu, et toujours di-



rigé dans le même but patriotique et suprême : préparer pour le mieux notre patrie, pour le grand jour de son intervention armée, à côté de ses très glorieux alliés.

En quittant ce capitaine qui, à la tête de ses braves, pénétra en Transylvanie, accomplissant, pour un jour, hélas ! l'espoir de notre race roumaine, je me suis demandé ce qu'il est advenu de notre noble Roi, de notre armée sacrifiée et de notre pays si crucifié. Mais si la force militaire roumaine a été détruite par une *quadruple trahison russe*, aboutissant fatalement au chiffon de papier de Bucarest, notre confiance dans une victoire totale, contre les ennemis héréditaires de la paix mondiale, reste la même et plus inébranlable que jamais.

CONSTANTIN D. MAVRODIN.

## Les Habsbourg auraient-ils raison contre les peuples qu'ils oppriment ?

*A propos d'une récente polémique.*

Quand, en juillet 1914, les diplomates de Vienne lançaient leur fameux ultimatum à la Serbie, ils ne pensaient sans doute pas qu'ils signaient un arrêt de mort pour l'Etat autrichien. Ils comptaient sur le sabre de Guillaume pour tenir l'Europe en respect, pendant qu'ils exécuteraient l'action militaire destinée à consolider leur autorité sur ceux de leurs sujets qui voulaient vivre libres. Mais le kaiser rencontra des adversaires comme il n'en attendait pas, et l'Autriche fut entraînée dans une aventure qu'elle n'avait eu aucune raison de souhaiter.

Car, au lieu de voir leur domination assurée par une victoire facile, Allemands et Hongrois s'aperçoivent avec terreur qu'eux-mêmes ont provoqué un ébranlement auquel leur empire ne survivra pas. A mesure que la guerre se prolonge, le mécontentement des opprimés s'accroît et la force des oppresseurs diminue ; chaque jour, la révolte des nationalités grandit et s'affirme.

Après la victoire de la Marne, quand la France proclama la lutte contre tous les despotismes, les nationalités d'Autriche-Hongrie comprirent que, pour elles aussi, le grand jour était venu. Elles commencèrent alors à s'organiser pour le combat. Malheureusement, les hésitations du début, les lenteurs d'une diplomatie qui manquait au moins de coordination, ne permirent pas aux Alliés de soutenir, avec toute la vigueur nécessaire, ce mouvement naissant. Mais à mesure que la guerre se prolongeait, la connaissance exacte du problème autrichien se répandait parmi les dirigeants de l'Entente, et la justice de la cause des nationalités pénétrait les esprits.

Ce mouvement de sympathie fut puissamment aidé par l'évolution des relations entre l'Autriche et l'Allemagne. A mesure que cette dernière s'efforçait de bâtir cette formidable machine « d'après-guerre » qu'elle appelle *Mitteleuropa*, les Alliés se sentaient poussés à soutenir la cause

des peuples opprimés, contre les Habsbourg, serviteurs de l'Allemagne. L'intérêt s'alliait ainsi à la justice pour exiger une transformation radicale du statut de l'Autriche-Hongrie.

Pourtant, même après la démonstration apportée par quatre années de guerre, il se trouve encore dans les pays de l'Entente des partisans du maintien de l'empire des Habsbourg. Ce sont, d'un côté, des catholiques, qui estiment le maintien d'un Etat soumis au Pape préférable au triomphe des peuples supposés à tort comme étant en majorité d'une autre religion (1). Ce sont, ensuite, certains membres de l'aristocratie de sang ou d'argent, qu'une longue amitié relie à la noblesse de Vienne et de Pesth. Les diplomates *vieille école* s'opposent aussi à un changement qui dérangerait toutes les notions qui leur sont chères, les remplaçant par des nouveautés qu'il faudrait apprendre à manier. Il y a enfin des gens ignorants ou trop las de la guerre, qui ne voient dans le principe des nationalités qu'un prétexte pour aggraver le conflit et éloigner le moment de la paix. De toutes ces erreurs réunies naît un courant favorable au maintien de l'intégrité autrichienne, et regardant sans sympathie le mouvement d'émancipation qui se fait jour.

Pour soutenir leur théorie, les austrophiles invoquent peu d'arguments ; car ils comptent plutôt sur la routine et l'inertie pour assurer le maintien du *statu-quo* selon leurs désirs. Pourtant, voyant que les amis des nationalités intensifient leur campagne pour l'affranchissement des opprimés d'Autriche-Hongrie, ils essaient eux aussi, depuis quelque temps, de donner à leurs affirmations une base en apparence plus solide.

Leur principal argument se réduit en somme à cette idée bien simple : loin de menacer l'Autriche, une diplomatie habile doit s'efforcer de la ménager pour la détacher de l'Allemagne. C'était, il y a quelque temps, l'avis du Président Wilson lui-même ; les récentes déclarations du gouvernement des Etats-Unis prouvent que cette politique n'a pas pu résister à une étude plus approfondie de la question austro-hongroise. Les Habsbourg ont été les rivaux des Hohenzollern avant 1866, personne ne le nie. Mais sont-ils capables de le redevenir ? Il suffit de comparer les conditions politiques d'alors à celles d'aujourd'hui pour se convaincre que c'est impossible.

Avant 1866, l'hégémonie prussienne n'était pas établie : les Etats allemands ne la reconnaissaient pas, et l'Autriche trouvait en quelques-uns d'entre eux un auxiliaire précieux dans sa lutte contre la prépondérance de Berlin. Si l'unité allemande ne s'est pas faite, après 1848, en faveur des Habsbourg, c'est en grande partie parce que l'Autriche n'était pas un pays purement allemand, et on a hésité à introduire dans le nouvel Etat une population en majorité slave, italienne et roumaine. Mais depuis, il y a eu Sadowa et le couronnement de Versailles. Vienne a dû abdiquer le rôle d'arbitre des affaires allemandes, et l'Autriche est devenue l'alliée de son concurrent victorieux. Qui pensait encore, avant 1914, à faire évincer le kaiser de Potsdam par celui de Hofbourg ?

(1) On a démontré ici même sur quelle erreur repose cette conception; v. l'article de M. Vuia dans le précédent numéro de la revue.

La guerre a posé de nouveau le problème, et on s'est demandé si l'on ne pouvait pas ressusciter l'ancienne rivalité. Détacher l'Autriche de l'alliance allemande, ce serait un beau succès pour la diplomatie de l'Entente; faire d'elle un obstacle à l'expansion pangermaniste vers l'Orient, et une ennemie du « militarisme prussien », ce serait résoudre d'un coup plusieurs des questions les plus épineuses de la guerre. La conception est extrêmement séduisante : malheureusement, elle est irréalisable. On n'a qu'à regarder ce qui se passe actuellement entre les deux empires : y voit-on la moindre tendance à une rivalité quelconque ? Rivalité suppose égalité de forces et indépendance d'esprit ; l'une et l'autre manquent à l'Etat de Charles I<sup>er</sup>, ballotté entre la famine et la guerre civile. Loin de s'émanciper par ses malheurs, nous le voyons multiplier les actes de servilité à l'égard de Berlin, et négocier actuellement un « rapprochement » qui n'est qu'un vasselage déguisé. Il faut donc abandonner l'idée de le sauver malgré lui.

Quand on connaîtra mieux les dessous diplomatiques de la guerre, on se convaincra que pareille entreprise n'a jamais été possible. Les discussions qui ont eu lieu après la polémique Clemenceau-Czernin l'ont suffisamment prouvé. Toute tentative même dans cette direction aurait été extrêmement dangereuse : il aurait fallu soutenir les oppresseurs austro-magyars contre les slaves et les latins de la monarchie ;— question de justice à part, les Alliés n'y auraient pas si bien réussi que les Allemands.

Au point de vue des relations austro-allemandes, on ne peut donc formuler aucune objection à la politique des Alliés en faveur des nationalités. On ne peut lui reprocher jusqu'à présent, qu'une seule chose : *sa timidité*.

Aussi, les austrophiles ont-ils une position de repli, au cas où leur principal argument serait soumis à une analyse à laquelle il ne résisterait pas. Même si on ne peut pas faire de l'Autriche la rivale de l'impérialisme allemand, ne serait-il pas plus prudent de la laisser subsister, au lieu de la remplacer par des Etats nouveaux, dont on ne connaîtrait ni les tendances politiques, ni le vrai sentiment ? Qui peut garantir que ces nationalités d'Autriche, une fois indépendantes, ne deviendront pas les instruments de l'Allemagne, se demande M. Bainville dans un récent article ? (1) Et il montre la Bulgarie comme exemple de cette ingratitude qu'il attribue à tous les Etats nouveaux-nés. (2) Le tableau qu'il trace de la politique bulgare n'est certes pas encourageant : Russes et Roumains ont versé leur sang pour l'indépendance des Bulgares, et ces derniers ont pris les armes contre eux. Nous ne voulons pas les défendre de cette accusation, mais dans l'intérêt de la vérité historique, on peut dire que la question de la « reconnaissance » ne se posait pas dans ce cas avec trop d'évidence, puisque les Roumains se battaient en 1877 avant tout pour leur propre indépendance, et le tsar, qui envoyait ses troupes surtout pour conquérir Constantinople, voulait dominer la Bulgarie plutôt que la délivrer.

(1) *L'Action Française* du 2 juin 1918; et dans un sens tout aussi favorable à l'Autriche : *Giornale d'Italia* du 12 mai, article signé Caburi.

(2) *Oui*, du 21 juin 1918, sous le titre ironique : « Un peuple qui a disposé de lui-même ».

M. Bainville aurait pu, au contraire, trouver une preuve éclatante de la reconnaissance des petits peuples, s'il avait voulu examiner l'histoire de la Roumanie contemporaine, avant et pendant la grande guerre; il aurait constaté que jamais amour ne fut plus profond et plus constant que celui des latins du Danube pour leurs grands frères français. Et il se serait aperçu qu'il y a des nations qui savent prouver par des actes leur gratitude envers ceux qui les ont aidés.

Mais ces cas d'espèce ne peuvent rien. Ingratitude ou reconnaissance — ces sentiments déterminent à peine l'attitude d'un individu, ils ne dictent que très rarement la politique d'un Etat. Celle-ci ne peut être décidée, que par cet *égoïsme sacré* dont parlait un homme d'Etat italien. Et M. Bainville, qui intitule un de ses articles : « La plus intéressante des nationalités, c'est la nôtre » (1), reconnaîtra sans doute que nous plaçons la discussion sur le bon terrain.

Dans ce cas, toute la discussion se réduit à cette seule question : les Alliés ont-ils intérêt à ménager l'Autriche ou, au contraire, à délivrer les nationalités qu'elle opprime ?

Pour le présent, nous avons vu que l'idée de détacher l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne est une illusion qui ne peut entraîner que des déboires. Mais pour l'avenir ? Les jeunes Etats qui seront fondés sur les ruines des Habsbourg resteront-ils les amis fidèles des Alliés ? Ne passeront-ils pas dans le camp allemand ? Il me semble que la réponse est facile à donner, si l'on examine d'abord de quel côté sera leur intérêt.

Si, après la victoire des Alliés, l'Allemagne garde ses ambitions de conquête et de domination, les petits Etats de l'Europe centrale et orientale en seront les premiers menacés. A moins d'un aveuglement que personne n'est en droit de leur attribuer, les dirigeants de ces peuples devront donc se rapprocher entre eux et s'appuyer sur les puissances occidentales, pour réagir contre une résurrection du pangermanisme, dont le danger ne pourra être méconnu. Loin d'en faire les auxiliaires de l'Allemagne, la liberté mettra ces peuples, comme un obstacle permanent, sur le chemin de l'impérialisme de Berlin.

D'ailleurs, que les austrophiles ne se fassent pas d'illusion : la délivrance des nationalités d'Autriche-Hongrie se fera un jour par la force même des choses, quand slaves et latins se révolteront contre le despotisme germano-magyar, et que celui-ci n'aura plus la possibilité de résister. Pour l'intérêt même des Alliés, il vaut mieux que cette délivrance se fasse *avec eux* et non *contre eux*. Une des grandes erreurs de la diplomatie anglaise au XIX<sup>e</sup> siècle, a été le dogme de l'intégrité de la Turquie; ses conséquences ont été ressenties jusqu'en 1914, au détriment de la cause que l'Angleterre défend en cette guerre. Veut-on répéter la même histoire avec l'Autriche ? Pourtant, les diplomates de cabinet peuvent voir par cet exemple que leurs combinaisons n'empêchent jamais le triomphe des aspirations profondes des peuples, seules réalités qui déterminent l'Histoire.

Une conclusion se dégage avec évidence de toute cette discussion. Les partisans d'une politique hardie et ferme en faveur des nationalités ont

(1) *L'Action Française* du 2 juin 1918.

raison : des considérations de justice et d'intérêt sont d'accord pour les soutenir (1). Pendant la guerre, cette politique a réussi à affaiblir l'Autriche, et par conséquent tout le bloc des Puissances Centrales; par là, loin de prolonger la guerre, elle rapproche le jour de la victoire. Après la paix, c'est sur elle — si elle est appliquée d'une façon sincère et équitable — que pourra être fondé le prochain équilibre en Europe, et que les velléités de l'impérialisme allemand seront complètement endiguées. Avantages immédiats et perspectives lointaines prouvent donc l'utilité de cette politique que le raisonnement montre seule possible de la part des Alliés.

S. SERBESCO.

(1) Voir parmi les derniers articles en faveur de cette thèse : l'article de M. A. Thomas dans l'*Information* du 2 juin; le *Temps* du 3 juin, approuvé par l'*Action Française* du même jour : le *Temps* et l'*Evènement* du 13 juin; le *Temps* du 17 juin.

## Nous demandons le droit de nous battre pour la liberté

Les pays de l'Entente, même avant la guerre, avaient toujours accueilli avec sympathie, les protestations des nations opprimées par l'Autriche-Hongrie, et, en particulier, celle des Roumains de Transylvanie et de Bucovine.

Combien de ces malheureux ont été obligés de quitter les écoles magyares et interrompre, ainsi, leurs études parce qu'il leur répugnait de désapprendre leur langue maternelle et la remplacer par le magyare, idiome arriéré qu'ils détestaient. Très souvent, des Roumains de Hongrie préfèrent se séparer de leur famille et s'expatrier, en s'éparpillant dans tous les pays du monde, pour ne pas être magyarisés. Beaucoup d'entre eux vont en Roumanie, la mère-patrie; d'autres s'en vont en France, mais le plus grand nombre émigrent en Amérique. Leur nombre en France était déjà considérable; en Amérique, ils sont en ce moment, des centaines de mille.

La France ainsi que les Etats-Unis sont, pour les Roumains, comme une seconde patrie. C'est pourquoi, aujourd'hui, les Roumains d'Autriche-Hongrie tournent leurs yeux vers ces deux grands peuples, qui, avec l'Angleterre, ont le plus lutté pour la liberté du monde, et font appel aux grandes nations démocratiques pour les prendre sous leur protection et pour leur reconnaître le droit de disposer librement de leur sort, selon la formule du grand citoyen américain, M. le Président Wilson. Aujourd'hui surtout que la Roumanie, après avoir sacrifié tant de vies précieuses dans cette guerre, a été mise hors de combat, et ne peut plus défendre leur cause, les Roumains d'Autriche-Hongrie se retournent vers la France, l'Italie, l'Angleterre et l'Amérique et se mettent sous leur protection. En même temps, ils demandent l'honneur d'être admis à combattre sur le front, en France et en Italie à côté des glorieux soldats français, italiens et anglais. Ils tiennent à se rendre dignes de la protection qu'ils sollicitent et ils espèrent que leur voix sera entendue et leur prière exaucée. C'est le seul moyen de lutter pour la libération de leurs frères restés en Hongrie, qui ne peuvent ni se révolter, ni crier

leur détresse sans que leur révolte et leurs cris soient impitoyablement étouffés dans le sang. C'est là notre devoir d'hommes libres vivant dans un monde libre, et ce serait un crime de nous y dérober.

JEAN TISCA.

*Membre du Comité national roumain.*

## Statuts du Comité national des Roumains de Transylvanie et de Bucovine

Fondé à Paris le 30 avril 1918 (1)

Article I. — Il se constitue à Paris un comité national des Roumains sujets austro-hongrois résidant en France.

Art. II. — Le but de ce comité est de lutter par tous les moyens appropriés pour l'indépendance de la Transylvanie et de la Bucovine, et pour l'union de ces pays avec le royaume de Roumanie.

Art. III. — Le siège du comité est à Paris, 103, rue La Boétie.

Art. IV. — Du comité national, font partie, comme membres ordinaires, tous les Roumains sujets austro-hongrois qui adhèrent aux statuts présents.

Art. V. — Font partie, en outre, à titre de membres adhérents, les Roumains originaires de Transylvanie ou de Bucovine, ainsi que les citoyens roumains du royaume agréés par les membres ordinaires.

Art. VI. — Le bureau du comité national se réunit sur la convocation du bureau, ses décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Art. VII. — Pour atteindre son but, le comité national constitue un comité d'action, dont peuvent faire partie tous les Roumains: a) sujets austro-hongrois, b) nés en Autriche; c) citoyens du royaume: ceux qui ont été les initiateurs du rapprochement entre les nations opprimées en Autriche-Hongrie.

Art. VIII. — Le comité d'action est nommé par le comité national et il a pleins pouvoirs pour prendre toutes mesures conformes aux fins en vue. Il se met en relation avec les comités reconnus des autres nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie, pour une action commune visant la libération des nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie.

Art. IX. — Le délégué du comité national est en même temps le président du comité d'action, le secrétaire de ce dernier est le secrétaire général du comité national.

Art. X. — Le comité d'action se réunit à son siège sur la convocation de son président. Ses décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Art. XI. — L'avoir du comité national est fourni par des donations et par les cotisations des membres; il est géré par le trésorier, qui rend compte de sa gestion tous les six mois.

Art. XII. — Chaque membre du comité national verse une cotisation mensuelle de 5 francs.

(1) Ces statuts ont été reconnus et approuvés par la Préfecture de Police N° 157,932.

Art. XIII. — Le comité national se dissoudra lorsque le but envisagé lors de sa fondation sera atteint, c'est-à-dire lorsque l'affranchissement des Roumains de Transylvanie (Ardeal, Banat, Chrishana, Maramuresh, Satter), et de Bucovine sera accompli par l'indépendance de la Transylvanie et de la Bucovine, ou par l'union de ces pays avec la Roumanie.

## NOTES & DOCUMENTS

*Le Président du comité national des Roumains de Transylvanie vient de recevoir, d'un groupe d'aviateurs roumains se trouvant actuellement en France, la lettre suivante :*

Monsieur le Président,

Les soussignés, — en qualité de bons Roumains et adhérents convaincus à la continuation de la guerre pour la justice — ne pouvant pas rester indifférents devant votre noble geste de prendre la lourde mais noble tâche de former ici, chez notre sœur latine, un groupement qui combattra aux côtés des hommes qui cultivent la liberté et la sainte cause de la justice, vous prions, M. le Président, avec toute l'énergie de notre jeunesse et de tout notre cœur de bons Roumains, de nous considérer aussi parmi les adhérents les plus décidés à votre noble initiative. Nos jeunes bras sont mis à votre disposition.

Nous serions fiers, M. le Président, qu'en ces temps difficiles mais pleins de gloire, de pouvoir lutter nous aussi, à côté des fils de la noble France, car, en combattant pour ce pays, nous combattons aussi pour notre patrie et en même temps pour la sainte cause de la justice.

Si nous avons été choisis et envoyés en des temps difficiles pour une mission que la chance ne nous a pas aidés à servir, nous espérons, M. le Président, que par votre intervention nous serons acceptés à compléter ici dans le plus bref délai nos connaissances en aviation, que nous avons commencés en Angleterre, et que, ce faisant, nous nous sacrifierons avec enthousiasme à cette carrière que nous avons choisie et dans laquelle nous croyons pouvoir rendre des services réels.

Agréez, etc...

(Suivent huit signatures)

### Un message du roi de Roumanie au Parlement

Selon des télégrammes de Jassy, la séance d'ouverture du Parlement roumain s'est déroulée dans le plus grand calme.

En ouvrant le Parlement, le roi a lu un message qui débuta par un hommage ému à la générosité et au patriotisme de ses sujets. « Le traité de paix, a-t-il dit, sera incessamment soumis à l'approbation du corps législatif », et il a ajouté que les sacrifices douloureux qu'il comporte pour la Roumanie devaient être examinés avec la force d'âme que donne la perception exacte de l'intérêt général en présence de la réalité.

Après avoir ensuite salué le retour de la Bessarabie à la mère-patrie, le Roi ajouta : « En maintenant nos bons rapports avec les autres États, nous tâcherons d'engager des relations normales de voisinage avec les nouveaux pays en formation. »

## Les États-Unis et la Roumanie

M. Victor Antonesco, ancien ministre de Roumanie en France, a présenté à M. Sharp une délégation de la colonie roumaine de Paris qui a remis à l'Ambassadeur des États-Unis un mémoire sur les revendications nationales des Roumains et destiné à être transmis au président Wilson. Voici le texte de la réponse du Président Wilson.

« Le président a reçu la communication de la colonie roumaine de Paris et l'a lue avec le plus grand intérêt. Il prie les auteurs de la communication de recevoir en retour son appréciation chaleureuse de la confiance qu'ils témoignent dans le gouvernement des États-Unis. Le gouvernement sympathise sincèrement avec les aspirations légitimes de la Roumanie, exprimées dans le mémoire et désire, avec un espoir ferme, le bien être du peuple roumain dans l'avenir, pour compenser dans une certaine mesure les malheurs et les souffrances du présent. Tous les Américains qui pensent, ont vivement ressenti le sort malheureux de la Roumanie, dans la guerre actuelle, et ont la conviction que ce sort n'est que temporaire ».

### 300.000 Yougo-Slaves ou Roumains ont déserté l'armée hongroise

Les journaux hongrois le *Budapest Hirlap* et l'*Az Est*, apportent des précisions sur les révélations faites par le D<sup>r</sup> Ugron, député de Temesvar, au sujet du chiffre énorme des désertions dans l'armée hongroise.

Le D<sup>r</sup> Ugron a affirmé, et le ministre de la Guerre a reconnu la lamentable exactitude de ses constatations : le chiffre des soldats hongrois appartenant aux nationalités opprimées, Roumains, Tchèques ou Slovaques, qui se sont volontairement rendus aux Russes, aux Serbes, aux Roumains et aux Italiens, dépasse 300.000.

Et le D<sup>r</sup> Ugron, cité par le *Budapest Hirlap*, a conclu en déclarant : « Les précautions les plus sévères du commandement ne peuvent empêcher, depuis quatre ans, de même qu'en Allemagne pour les traîtres d'Alsace et de Lorraine, que chaque fois que des formations militaires constituées en majorité ou commandées par des non-Magyars ou des non-Allemands se trouvent en présence de nos mortels ennemis elles ne se rendent. »

Les conséquences de cet état de choses, — qu'une politique ferme de la part des Alliés, et une propagande bien organisée en Autriche-Hongrie, ne fera qu'accroître — se sont déjà fait sentir sur le front italien.

### La ration de pain en Autriche

Le Conseil des ministres autrichien a décidé de réduire la ration du pain de moitié à partir du 18 juin, de sorte que les habitants ne reçoivent maintenant que 90 grammes de pain par jour.

Le ministre de l'alimentation a déclaré que cette mesure était devenue indispensable, parce que les réserves sont épuisées en Roumanie et que les réquisitions en Bessarabie et en Hongrie n'ont pas donné de résultats satisfaisants.

Ces nouvelles mesures de restrictions provoquent en Autriche des grèves et des troubles, qui ne font qu'aggraver la situation politique de l'empire des Habsbourg.

Le Gérant : G. BÉRIO.